

16 Provinces

Haut-Ogooué/Département de la Lébombi-Léyou/Moanda/Vie des associations

L'ONG "Sauvons nos enfants" souhaite des politiques gouvernementale et familiale agissantes



Le bureau directeur pendant la réunion.



Françoise Bangoyi, présidente de l'ONG «Sauvons nos enfants», répondant à nos questions.

IMM

Moanda/Gabon

Toutes choses nécessaires pour endiguer le phénomène de la consommation des drogues et des stupéfiants, en vue de faire reculer la délinquance juvénile dans les quartiers et en milieu scolaire. "L'ENVIRONNEMENT dans lequel vivent actuellement nos enfants est trouble. Les familles semblent se retrouver dans un long tunnel sans issue. À cause des stupéfiants, des drogues qui minent le quotidien des jeunes. Les médias, notamment la télévision, l'internet et la rue sont devenus leurs principaux éducateurs. Tous les parents ou presque n'ont plus de contrôle sur leur progéniture".

Ce constat a conduit Françoise Bangoyi et les ses à porter sur les fonds baptismaux l'organisation non gouvernementale (ONG) "Sauvons nos enfants". C'était à l'occasion de l'assemblée générale (AG) des parents d'élèves, qu'elle a présidée dernièrement à la mairie centrale de Moanda.

L'ONG aura pour champ d'action les établisse-



Quelques parents au cours de l'assemblée générale à la mairie de Moanda.

ments scolaires primaires et secondaires de la province du Haut-Ogooué, dans l'objectif de trouver des voies et moyens pour sortir les enfants scolarisés de cette partie du pays de

l'emprise des drogues, des stupéfiants. Elle s'assigne trois missions principales, pour lutter efficacement contre ces pratiques néfastes, contre les violences en milieu scolaire et les

quartiers, ainsi que contre toutes les formes de délinquance juvénile. Il s'agira, entre autres, de sensibiliser, de réprimander avec le concours des forces de l'ordre, les enfants fautifs,

de les soigner sur le plan moral et psychologique et même médical.

Pour montrer combien il est important de participer au combat de "Sauvons nos enfants", la présidente a

présenté les chiffres d'une étude qui montre la gravité de la situation. Ainsi, huit jeunes de moins de 20 ans sur 10 sont des fumeurs, six consomment des stupéfiants et quatre souffrent de troubles mentaux liés à la consommation des drogues et des stupéfiants. "Mon fils de 18 ans est victime des effets des stupéfiants. J'ai peur qu'il ne tombe malade", a témoigné Françoise Bangoyi.

Elle estime cependant qu'il n'est pas trop tard pour agir. Il suffit que des politiques gouvernementale et familiale agissantes soient définies. Qu'elles s'imbriquent et se complètent pour endiguer le phénomène de consommation des drogues et des stupéfiants. La lutte conjuguée permettra ainsi de faire reculer la délinquance juvénile dans les quartiers, en milieu scolaire et assainira la société des jeunes.

"À cet effet, les gouvernants et les parents doivent mieux apprécier les droits des enfants adolescents. Les adapter absolument à notre contexte africain et gabonais en particulier, car tout le mal semble provenir en partie de là", a-t-elle indiqué.

Nyanga/Département de la Doutsila/Mabanda/Réseau routier

Des routes à ressusciter

E. NDONG-ASSEKO
Libreville/Gabon

AU nombre des maux dont souffre le département de la Doutsila et qui freinent son développement, figure en bonne place l'état désastreux de son réseau routier. Les cas les plus illustratifs de cette situation sont, d'une part, la route du canton Haute-Ngongo et la bretelle Nzinga/Banda-Mamba, d'autre part.

Vu leur état de dégradation actuel, on ne saurait leur attribuer l'épithète noble de "routes".

Le premier axe cité plus haut, qui relie (ou plutôt qui reliait) la localité de Mabanda, chef-lieu du département de la Doutsila, à la frontière avec la République du Congo-Brazzaville, longue de 46 km, a cessé d'être praticable depuis fort longtemps. Sur toute sa longueur, les ponts, en raison de leur décrépitude, se sont effon-

drés. Idem pour les buses qui se sont affaissées, quand elles n'ont pas été emportées par les eaux. La chaussée elle-même n'est pas épargnée, envahie qu'elle est par des arbustes et des hautes herbes.

La route du canton Haut-Ngongo est donc fermée à la circulation. Une situation aux conséquences sociales importantes, vu que les populations qui y résident sont complètement enclavées, coupées des autres contrées avec

lesquelles elles étaient reliées. Aucun véhicule ne s'est plus hasardé sur ce tronçon depuis des lustres. Le risque serait d'ailleurs insensé, car les conséquences seraient incalculables pour son état.

Le deuxième axe (la bretelle Nzinga/Banda-Mamba), un linéaire de 18 km, ne présente pas un décor plus reluisant. Son abandon par les pouvoirs publics depuis près d'une décennie, l'a confiné tout simplement à la mort. Nos-

tagiques, les populations se souviennent encore de l'époque où les engins des Travaux publics effectuaient régulièrement des réparations de ces routes. Ce qui permettait un mouvement fréquent des véhicules qui y amenaient de la marchandise, notamment les produits de première nécessité. Les habitants, pour leur part, pouvaient aller d'un endroit à un autre sans aucune difficulté...

Aujourd'hui, ce passé pa-

raît bien lointain. "Nous ne savons plus quoi faire. Nos doléances, jusque-là, sont demeurées lettre morte", disent les habitants rencontrés. Mais ils ne baissent pas les bras. Aussi, lancent-ils, sous la forme d'une interpellation des autorités du pays, un cri de détresse avec l'espoir que celui-ci, à la différence des premiers, sera entendu : "Ne nous oubliez pas, nous avons besoin de routes praticables en toutes saisons".